

AJPF

Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises



SPÉCIAL
LIBAN

UNE DÉLÉGATION DE L'AJPF S'EST RENDUE DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS PALESTINIENS DU 2 AU 7 JUILLET 2018

Suivez notre carnet de voyage dans cette LETTRE DE L'AJPF et sur ajpf.fr

Un sentiment d'abandon et d'isolement ressort de ce voyage, accentué par les coupes à l'UNRWA qui est confrontée à une grave crise financière à cause du gel des contributions américaines. Ces coupes affectent tous les services en particulier ceux de la santé et de l'éducation. À terme, ils remettent en cause le droit au retour des Palestiniens. Ces derniers nomment cela le « deal du siècle » : c'est-à-dire qu'en attaquant le droit à l'éducation et à la santé, on assassine le droit au retour des Palestiniens.

Pierre Barbancey, grand reporter, journaliste au journal l'Humanité et spécialiste de la région les accompagnait et nous livre son analyse :

« L'association de jumelage des camps de réfugiés palestiniens avec les villes françaises permet de faire vivre concrètement le droit au retour des réfugiés palestiniens. Des dizaines de municipalités, en France, ont maintenant des liens réguliers avec des camps. Récemment, l'association s'est rendue au Liban (avec des représentants de villes comme La Courneuve, Mitry-Mory ou Avion notamment) pour apporter des équipements médicaux. Sa secrétaire générale, Isabelle Tordjman, souligne que plus que l'aide, le combat principal concerne le retour en Palestine ». Lire la suite en page 2 et 3



LIBAN. LE CRI DES RÉFUGIÉS : « PALESTINE, NOUS NE T'OUBLIERONS PAS »

REPORTAGE DE PIERRE BARBANCEY, GRAND REPORTER,
JOURNALISTE AU JOURNAL L'HUMANITÉ

Les conditions de vie difficiles dans les camps de réfugiés palestiniens vont s'aggraver avec la baisse des subventions versées à l'Unrwa, l'agence des Nations unies.
Reportage.



À première vue, tous les camps de réfugiés palestiniens se ressemblent. Des ruelles étroites où flotte une forte odeur d'égout, des fils électriques qui strient le ciel lorsqu'on lève la tête, une foule compacte, dense et des immeubles qui n'en finissent plus, année après année, d'empiler des étages.

À Aïn el-Heloueh, Sabra, Chatila, Bourj el-Barajneh ou Bedawi, Nahr el-Bared et Borj el-Chamali, pour ne citer que ces camps situés au Liban, ils sont des centaines de milliers à s'entasser là. Des familles dont beaucoup sont arrivées après la Nakba (la catastrophe) qui a suivi la création d'Israël, la destruction de leur village, la dépossession de leur terre. Une Palestine qui n'est pas rêvée, mais bien présente. À l'instar de ces femmes qui transmettent, génération après génération, les clés de la maison abandonnée. La clé, le symbole par excellence des réfugiés palestiniens. Ou par des expositions avec cartes et photos de la Palestine « pour montrer aux enfants d'où viennent leurs familles », explique la responsable d'une association féminine qui a ouvert, à Chatila (dans la banlieue de Beyrouth), un café réservé aux femmes, où elles peuvent ainsi se retrouver et échanger.

Les tentes d'origine, dressées pour du « provisoire », ont laissé place à des constructions en dur. L'espace n'est pas extensible, la surface des camps ne bouge pas. Les familles s'entassent dans une fausse installation. Une dignité qui masque la précarité, souvent la souffrance.

Des réfugiés qui se sentent de plus en plus abandonnés. Pas seulement par les autorités libanaises, qui les empêchent d'exercer des centaines de métiers et ne fournissent pas les services nécessaires à la vie des populations.

À Borj el-Chamali, près de Tyr (sud) où vivent 23 000 personnes – auxquelles se sont ajoutés 3 000 déplacés de Syrie, Palestiniens et Syriens –, « les moyens sont réduits », préviennent les responsables du comité populaire qui gère ce camp considéré comme l'un des plus pauvres du Liban.

« Il n'y a pas d'eau potable et l'électricité n'est pas disponible toute la journée », disent-ils.

Tout dépend, ou presque de l'Unrwa, l'agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens, que ce soit pour des accouchements, l'éducation des enfants ou la collecte des déchets. Or, celle-ci est confrontée à sa « plus grave crise financière » depuis sa création : Washington a annoncé, en janvier, le gel de 65 millions de dollars sur les 125 millions de contribution volontaire prévus. Dans une lettre envoyée en juillet à son personnel, le directeur de l'agence onusienne, Pierre Krähenbüh, a affirmé que les programmes qui pourraient avoir à pâtir de ce manque de fonds étaient ceux relatifs à l'emploi, l'aide au logement et le soutien pour les maladies mentales. Mais ces coupes menacent également les centaines d'écoles et d'hôpitaux de l'Unrwa, cruciaux pour les 5 millions de réfugiés palestiniens au Liban et dans le reste du monde.

Pour Fouad Daher, membre du comité populaire de Bourj el-Barajneh (près de Beyrouth) et par ailleurs responsable régional du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), « ils veulent se débarrasser de l'Unrwa car c'est le symbole du droit au retour et de l'existence des réfugiés ». Concrètement, l'agence va fermer des écoles et procéder à des regroupements d'établissements qui accueilleront les élèves de plusieurs camps. « Les conséquences pour la vie des enfants seront importantes, prévient Fadwa, une enseignante employée par l'Unrwa et qui risque de perdre son emploi. Il y aura un véritable problème pour les transports, financièrement il n'est pas certain que les familles pourront suivre et, de plus, cela aboutira à des classes de 50 élèves. » Et d'ajouter : « L'enfant qui ne va pas à l'école se retrouve dans la rue, exposé aux drogues, aux groupes terroristes. Nous sommes face à une situation catastrophique. »

« Il n'y a pas d'eau potable et pas toujours d'électricité »

L'attaque contre l'Unrwa se double d'une polémique sur le nombre de réfugiés palestiniens au Liban. « Nous ne sommes pas et nous ne voulons pas être des chiffres », tonnent les comités populaires des camps. Fouad Daher fait remarquer que lui et sa famille n'ont pas été recensés ! Il voit là « un moyen pour dire que les Palestiniens ne sont pas nombreux et qu'ils peuvent être naturalisés libanais, ce qui ferait disparaître la possibilité de revenir en Palestine ». La manœuvre extérieure est grossière – quel que soit le nombre de réfugiés au Liban, le droit au retour reste posé. L'ambassadeur de Palestine au Liban, Ashraf Dabbour, estime que « le moment est dangereux et critique pour la cause palestinienne. Ils veulent tout à la fois effacer le droit au retour et en finir avec le projet national palestinien ».

Devant le panneau « bleu ONU » de l'école de l'Unrwa, à Borj el-Chamali, des myriades d'enfants, insouciant comme on peut l'être à cet âge, courent et crient comme devant n'importe quelle école du monde. Mais ici, à côté des Schtroumpfs – bleus évidemment – peints sur le mur, on peut lire : « Palestine, nous ne t'oublierons pas ». « Ils veulent effacer le droit au retour et en finir avec le projet national palestinien. »

Ashraf Dabbour, ambassadeur de Palestine au Liban



LE PARCOURS D'UNE ASSOCIATION ET D'UNE VILLE SOLIDAIRE : **MITRY-MORY** EN SEINE ET MARNE

L'association Mitry-Mory/ Palestine solidarité

Depuis 2004, la Ville de Mitry-Mory participe aux délégations organisées par l'AJPF dans les camps du LIBAN.

Une association d'habitants de la ville s'est constituée pour relayer la solidarité. L'objet de ce voyage était d'apporter du matériel médical au camp de Nahr el Bared avec lequel la Ville de Mitry-Mory est jumelée.

En 2010, nous n'avons pas pu entrer à Nahr el Bared car le camp est sous contrôle militaire depuis sa destruction en 2007 et une autorisation de l'armée libanaise est nécessaire pour accéder au camp. Malgré ces événements, nous sommes restés en contact et avons poursuivi nos liens d'amitié. En 2016, les représentants du comité de Jumelage de Nahr el Bared sont venus signer le protocole d'amitié entre le camp et la Ville de Mitry-Mory. L'accord d'amitié sera signé lors de la prochaine délégation en présence de notre Maire, Charlotte Blandiot-Faride, empêchée cette année par l'approche d'un heureux événement.

Au cours de ce séjour, nous avons pu visiter 5 camps sur 12 dans le pays. Nous avons effectué de nombreuses rencontres : des chercheurs, des organisations politiques, des représentants de la société civile, l'Ambassadeur de France au Liban, l'ambassadeur de Palestine au Liban et bien sûr la population dans les camps !



POURQUOI FAIRE CE DÉPLACEMENT ?

Sylvain Symboliquement, pour Mitry-Mory, c'était un acte politique fort de retourner dans le camp après les événements de 2017 et de se rendre compte de l'état d'avancement de la reconstruction du camp.

Smaïn Investi depuis plusieurs années dans la solidarité internationale avec le peuple Palestinien, j'avais besoin de me rendre compte par moi-même de ce que vivent les Palestiniens du Liban. Aussi, j'ai vécu d'intenses émotions notamment lors de la remise du matériel médical au centre de santé et de voir ce peuple toujours debout qui attend le jour J – le jour du droit au retour -.

David C'est également pour moi la première fois que je me rendais dans un camp de réfugiés et j'avais besoin de mieux cerner les problématiques pour les faire partager avec la population de Mitry-Mory.

CE QUE VOUS EN AVEZ RETENU ?

Sylvain Ce qui m'a étonné ce sont les choix de leurs priorités qui portent sur la santé et l'éducation. Ils ont développé un ensemble d'infrastructures qui concoure à l'amélioration des soins de la population comme la construction d'un centre de santé et à la prise en charge du handicap avec un centre d'insertion sociale et professionnelle des personnes porteuses de handicap.

Sylvain Ce qui m'a choqué ; c'est la baisse des budgets de l'Unwra qui a des conséquences désastreuses sur l'éducation des Palestiniens – l'inertie des représentants de la communauté internationale présents sur place face à cette situation m'a laissé perplexe. On sait que l'éducation est une priorité chez les Palestiniens, et donc, je ne peux m'empêcher de penser que cela fait partie d'une stratégie contre le droit au retour des Palestiniens. Quel avenir pour la jeunesse palestinienne vers qui se tourneront-ils ?

Smaïn Il m'a semblé que les camps du Nord du Liban étaient mieux équipés et sans l'UNRWA qui accuse un déficit de 250 millions d'euros, je ne vois quel avenir peut être offert à la jeunesse palestinienne et à ce peuple qui a fait de l'éducation et la culture ses priorités dans un projet émancipateur.

David J'ai ressenti une absence de volonté politique de faire cesser la situation de cloisonnement et d'isolement des habitants des camps pourtant présents depuis 4 générations au Liban. Je travaille dans le bâtiment et j'ai évidemment un regard professionnel sur le bâti et j'ai été stupéfait, alors que nous sommes en 2018, par l'état des infrastructures électriques, l'eau, les ordures et les évacuations d'eaux usées et, par ailleurs, révolté par la privation des droits civils élémentaires : l'accès à la propriété, le droit de vote, l'accès à l'emploi avec l'interdiction d'exercer 39 métiers et la préférence nationale aux Libanais dont le taux de chômage avoisine les 35%.



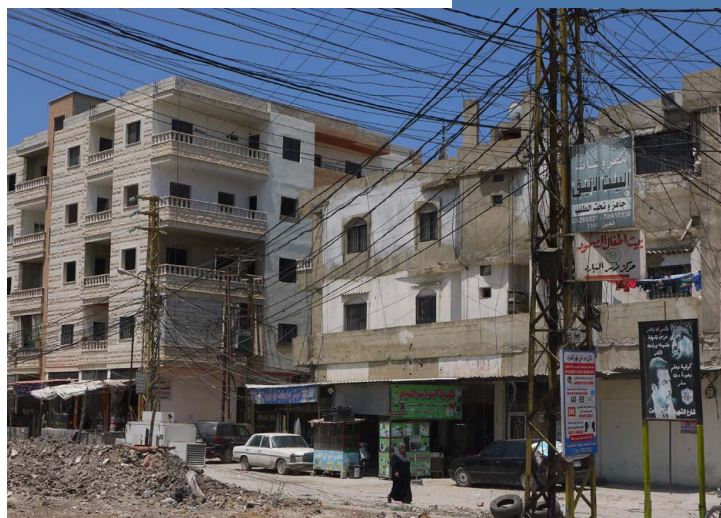


QU'ALLEZ-VOUS FAIRE ?

Smāin Notre mission première aujourd'hui est de rendre compte de ce que nous avons vu aux Mityryens. Il faut faire savoir que la demande de droits sociaux pour les réfugiés palestiniens dans un pays comme le Liban n'est pas un renoncement au droit au retour. Il faut lier la question du droit au retour aux activités de solidarité : exiger la reconnaissance de l'État de Palestine, dénoncer la colonisation et l'apartheid, mais aussi acheminer du matériel médical, collecter des fonds pour financer l'achat d'une ambulance ou soutenir un projet d'enseignement du français dans les camps de réfugiés. Mityry-Mory est une ville solidaire et est attachée viscéralement à la solidarité.

David Continuer à soutenir les courageux élus qui se battent pour faire respecter les droits fondamentaux des peuples et des Palestiniens en particulier. Sensibiliser l'opinion publique en démultipliant les visites des camps courtes pour des délégations et de longs séjours pour mieux cerner les problématiques avec la population de Mityry-Mory.

Sylvain Comme à chaque retour de délégation, nous avons le devoir de témoigner, de continuer à réclamer justice pour le peuple palestinien et exiger le droit au retour des réfugiés sur leurs terres. De sensibiliser et d'aider à créer des liens entre les associations des droits des femmes françaises et palestiniennes notamment entre la maison des droits des femmes et de l'égalité de Mityry-Mory et l'association Najdeh. De développer des actions concrètes comme populariser le financement de l'achat d'une ambulance auprès des Mityryens et de porter, ainsi, la question des réfugiés palestiniens qui est peu connue de l'opinion publique.



Saint-Denis, le 27 juin 2018

ADRESSE AUX RÉFUGIÉS PALESTINIENS DES CAMPS DE RÉFUGIÉS AU LIBAN

Cher·e·s ami·e·s,

Je ne peux malheureusement être parmi vous, à cause de la réunion plénière du Parlement européen qui m'oblige à rester en France.

Sachez cependant que vous ne quittez jamais nos cœurs et nos pensées. Il ne se passe pas une semaine en France sans que nous ne participions à des actions pour que vive la Palestine, pour que vous disposiez d'un pays, d'un État que vous gèreriez ensemble dans un processus démocratique, votre droit reconnu par les instances internationales au retour sur votre terre doit se réaliser.

Cette revendication juste vient d'être remise au grand jour grâce aux actions de vos frères et sœurs à Gaza au prix de leur courage et de leur sang face à un État criminel qui n'hésite pas à blesser et tuer celles et ceux qui osent réclamer l'application du droit international.

Sachez que les élus de France avec qui vos camps sont jumelés ne ménagent aucun effort dans leur ville pour faire vivre la solidarité avec vous, faire connaître vos situations et réclamer à nos gouvernements de reconnaître l'État de Palestine et le droit au retour.

Nous sommes dans une période où le combat est devenu plus dur, plus difficile, avec un rapport de forces modifié par l'alliance de M. Trump et le gouvernement israélien. Ne perdons pas espoir, la justice finit toujours par triompher.

Vous pouvez compter sur nous, dans l'action et la solidarité, à vos côtés. C'est notre unité qui permettra de rouvrir les portes de l'espérance. C'est notre internationalisme et nos combats pour la paix et la démocratie qui permettront de rouvrir les chemins d'humanité.

Avec vous, fraternité

Patrick Le Hyaric

ENTRETIEN AVEC SARI HANAFI,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ
AMÉRICAINNE DE BEYROUTH

Des extraits d'un long article « Exclusion sociale des réfugiés palestiniens au Liban : Réflexion sur les mécanismes qui perpétue leur pauvreté persistante » coécrit par Sari Hanafi, Jad Chaaban et Kari Seyfert.



PALESTINIENS DANS LES CAMPS : UNE EXCLUSION URBAINE

Au Liban, de nombreux facteurs contribuent à pousser et maintenir la communauté des réfugiés dans la pauvreté et l'exclusion sociale. Le camp de réfugiés, en tant que lieu de relégation urbaine en est l'un des principaux facteurs, avec la discrimination sur le marché du travail.

Alors que les différences entre les habitants des camps et les réfugiés urbains (hors camp) en Syrie et dans une moindre mesure en Jordanie sont relativement minimes, le fossé entre le camp et les réfugiés urbains au Liban est énorme. En Syrie (*le texte a été écrit avant la guerre*) et en Jordanie, les réfugiés ont accès à une éducation gratuite, à des opportunités d'emploi relativement égalitaires et peuvent franchir les frontières nationales pour travailler à l'étranger avec une relative facilité. Les camps en Jordanie et en Syrie constituent, dans l'ensemble, des espaces ouverts réglementés par l'État d'accueil alors qu'au Liban, ils sont installés dans des espaces clos.

La notion d'« espace ouvert » est définie à la fois sur un plan urbain et sociétal. L'espace urbain ouvert est réglementé par le pays d'accueil pour ressembler à tout quartier résidentiel à faible revenu, lui permettant d'être connecté avec les villes et villages environnants et ayant un organe de gouvernance capable de gérer les problèmes municipaux à l'intérieur des camps. Du point de vue sociétal, les habitants des camps sont relativement intégrés socialement et économiquement dans les quartiers avoisinants et dans le marché du travail.

On parle d'« espace clos » lorsqu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie ; les camps organisés en « espaces clos » constituent des enclaves urbaines ou satellites situés à la périphérie urbaine, manquant d'espaces verts, avec un accès difficile et des logements médiocres.



Sari Hanafi est un réfugié palestinien né en Syrie. Installé au Liban, il est aujourd'hui professeur de sociologie et président du Département de sociologie, d'anthropologie et d'études des médias à l'Université américaine de Beyrouth. Il est également Président de l'Association Internationale de Sociologie (ISA).

LE SPECTRE DE LA NATURALISATION (TAWTEEN) ET LA DISCRIMINATION JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Les Libanais s'opposent avec véhémence à la naturalisation des Palestiniens. Elle a souvent été utilisée comme épouvantail par différentes catégories de la société libanaise pour générer une phobie publique contre le respect des droits civils des Palestiniens.

Mais la naturalisation est également fortement rejetée par les Palestiniens, qui insistent sur leur droit de retourner en Palestine. La position des Libanais sur le retour en Palestine est en général utilisée pour justifier des politiques discriminatoires, très restrictives en matière de droits sociaux, économiques et civils (interdiction d'exercer de nombreuses professions, de gérer des entreprises et de posséder des biens etc.), contre les réfugiés palestiniens. Soixante-dix ans après, leur statut juridique reste celui d'étrangers.

Au Liban, tout débat sur les droits civils et économiques des réfugiés commence par affirmer que l'objectif ne devrait pas être la naturalisation, au point que les initiatives sur le fait d'accorder des droits à long terme aux Palestiniens sont remplacées par des actions à court terme dans le domaine humanitaire ou sécuritaire.

Pour les tenants d'un tel discours, les Palestiniens ne sont que des chiffres, une masse politique transitoire en attente de retour.

RÊVES DE RÉFUGIÉS DE CHATILA NOUS PARTIRONS

Tarek, Sobhe et Jalal sont réfugiés palestiniens, nés à Chatila dans les années 80.

Ils y ont créé un centre de soutien scolaire et une maternelle.

Ils sont persuadés qu'en attendant de revenir en Palestine, une vie citoyenne est possible, à l'intérieur du camp.



Extrait du film :
<https://vimeo.com/268881659>

sur le stand de l'AJPF à la Fête de l'Huma
Dimanche 16 septembre 11h :
projection du film « De Chatila nous partirons »,
d'Antoine Laurent

LE CAMP DE CHATILA

LAURENT JAMET, CONSEILLER MUNICIPAL DE BAGNOLET (93)

« Beaucoup d'émotions lors de la visite de Chatila. 25 000 personnes dont 13 000 Palestiniens. 5 000 nouveaux réfugiés en partie palestiniens vivent sur un kilomètre carré. La situation est désastreuse. La délégation a rencontré le comité populaire et aussi l'association « Rêves de réfugiés » animé par Tarek, Sobhe et Jalal, trois jeunes du camp. J'ai rappelé les liens forts qui existent entre habitants de Chatila et les habitants de Bagnolet. Les nombreux échanges et les actions menées. Et l'attente forte des habitants de notre ville que notre jumelage reprenne de la vigueur.

L'UNRWA perd ses subventions des Américains alors que la situation s'est aggravée depuis notre dernière visite. Et pourtant on rencontre des belles initiatives d'habitants et associations pour les enfants et la population du camp. L'association « Rêves de réfugiés » avec trois fois rien fait des miracles tous les jours : café communautaire, crèches, écoles. »



La Fête de l'Humanité

14-15-16 SEPTEMBRE 2018



L'AJPF INVITE DES RÉFUGIÉS DE PALESTINE, DU LIBAN ET DE SYRIE SUR LA FÊTE



DÉBATS / FILM / RESTAURATION / ARTISANAT

- > 3 jours de débats et de rencontres avec nos invités
- > 3 jours pour découvrir des produits palestiniens : huile d'olive, zaatar, citronnade et falafels avec notre pain fabriqué sur place par notre boulanger !
- > Dimanche 11h : projection du film « De Chatila nous partirons », d'Antoine Laurent

RETROUVEZ L'AJPF SUR SON STAND AVENUE CHE GUEVARA / VILLAGE DU MONDE



L'AJPF A FAIT PEAU NEUVE SUR INTERNET !

Ce nouveau site a pour ambition d'être une plateforme pour les projets des villes jumelées avec les camps de réfugiés palestiniens. Il sera plus riche de vos contributions à envoyer sur la page contact de notre site.

NOUVEAU les adhésions sont disponibles en ligne sur notre site !